

Les Français n'ont pas besoin de travailler plus longtemps, mais de travailler tous !

Lettre ouverte au Président de la République

Monsieur le Président,

La multitude des tâches qui vous incombent vous laisse très peu de temps pour une réflexion approfondie et indépendante des groupes de pression toujours à l'œuvre dans les cercles du pouvoir. Aussi souhaitons-nous attirer votre attention sur quelques aspects essentiels des dossiers retraites et chômage.

Le problème du chômage est plus grave et plus urgent à traiter que celui des retraites

Des dizaines de personnalités qualifiées ont depuis longtemps attiré l'attention des décideurs politiques sur cette réalité.

Jean-Paul Fitoussi - président de l'OFCE, observatoire français des conjonctures économiques – déclarait dans Le Monde du 6 mars 2001 : « S'il n'est pas porté remède au chômage, le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien. Cela revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Le vrai problème, c'est le chômage. »

En 2008, François Chérèque au nom de la CFDT avait jugé aberrant, tant que l'on est dans une situation de chômage massif, d'augmenter de 40 à 41 le nombre d'annuités.

Emmanuel Todd - anthropologue et démographe – écrivait le 23 mai 2010 dans un article intitulé « Le débat n'a aucun sens » : « Un économiste venu de Mars ne comprendrait pas que la planète France débattre de la manière d'augmenter la durée du travail dans l'avenir pour des personnes ayant déjà un certain âge, alors qu'on ne parvient pas à donner aujourd'hui du travail aux jeunes... Le gouvernement veut donner l'impression qu'il affronte la réalité, la vérité est qu'il fuit la réalité.»

Dans la pétition « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » signée par 60 000 personnes, on peut lire : « Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes... »

Les Français sont de plus en plus nombreux à partager cette analyse. Depuis que le débat est lancé sur votre projet de réforme des retraites, des centaines d'articles ont été publiés dans la presse écrite ou sur internet. Les internautes sont venus y ajouter leurs commentaires par milliers. De ces 5 mois d'expression citoyenne, 3 conclusions recueillent un large consensus :

- le problème à traiter prioritairement est celui du chômage. D'autant qu'une réduction massive du chômage résoudrait en grande partie le problème du financement des retraites et de la santé. Même le problème de l'insécurité en serait grandement amélioré, car comme le dit l'adage « L'oisiveté est la mère de tous les vices »
- repousser l'âge légal à 62 ans et celui du taux plein à 67 ans, ou augmenter le nombre d'annuités, ne génèrera pas d'emplois supplémentaires et n'augmentera donc ni le nombre de cotisants, ni les ressources des régimes
- une partie des personnes entre 60 et 62 ans aura été déplacée de la case retraite vers la case chômage. L'autre partie devra travailler 2 ans de plus, au détriment de l'embauche de centaines de milliers de jeunes à la recherche d'un emploi et au détriment des chômeurs de moins de 60 ans

L'honnêteté intellectuelle exigerait que des informations essentielles soient versées au débat

Les responsables politiques de la majorité qui s'expriment sur le dossier des retraites ne donnent jamais les informations essentielles exposées ci-après.

- depuis 40 ans la quantité de richesses produites annuellement a doublé. Même dans l'hypothèse où la croissance serait seulement de 1% en moyenne annuelle sur les 40 prochaines années, le PIB passerait de 2000 milliards d'euros en 2010 à 3000 milliards en 2050. Ces 1000 milliards de richesses supplémentaires donneront des marges de manoeuvre importantes pour le financement de la protection sociale. Illustration : aujourd'hui 10 salariés produisent un gâteau de 2000 g à partager avec 4 retraités. La part de chacune de ces 14 personnes est de 143 g (2000 : 14). Dans 40 ans, 10 salariés produiront un gâteau de 3000 g à partager avec 8 retraités. La part de chacune sera alors de 167 g (3000 : 18). La part de chaque actif et de chaque retraité aura augmenté.
- les 140 milliards d'euros d'exonérations sociales et fiscales constituent dès maintenant des marges de manoeuvre importantes. Voir le détail de ces [140 milliards](#)
- les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 3,2% du PIB en 1982 à 8,5% en 2007. Cette augmentation de 100 milliards d'euros vous laisse d'autres marges de manoeuvre. D'autant que cette explosion des profits distribués est à l'origine de la crise actuelle. En effet, elle s'est faite au détriment des salaires et seule une augmentation massive et continue de l'endettement des ménages et des états a permis de compenser le grave déficit de consommation et donc de croissance qui en auraient sinon résulté. Cet artifice dangereux n'était pas durable et a conduit l'économie mondiale dans le mur.

Vos contrevérités sur la réduction du temps de travail déshonorent la fonction présidentielle

Michel Rocard, dont vous louez souvent les compétences, a écrit en 1997 un livre consacré aux causes du chômage et aux solutions. Il écrivait en 4^{ème} de couverture de ce livre « Les moyens d'en sortir » publié en 1997 » : « L'inexorable montée du chômage démontre l'inefficacité de toutes les techniques utilisées pour le combattre ... On ne luttera efficacement contre le chômage massif que par la réduction massive du temps de travail. Toute la question est : comment faire ? ».

Vous répétez en toutes occasions que la réduction du temps de travail serait responsable du pouvoir d'achat en berne et que la France serait le pays où l'on travaille le moins. Ces affirmations sont en totale contradiction avec les chiffres publiés par l'INSEE et par Eurostat, ainsi que l'ont rappelé à plusieurs reprises des économistes comme [Guillaume Duval](#) ou [Pierre-Alain Muet](#) (1). Elles induisent chez de nombreux citoyens une appréciation globalement erronée à l'égard de l'impérieuse nécessité d'une répartition plus équitable du temps de travail. Ces contrevérités jettent en plus le discrédit sur les milliers de syndicalistes et représentants des employeurs qui, dans les entreprises, se sont investis dans ces négociations avec un grand sens de l'intérêt général. Il faut en effet rappeler qu'il n'y a jamais eu autant de négociations dans les entreprises que suite aux lois Aubry sur la RTT.

Vous multipliez les réformes qui aggravent le chômage

Dire qu'il faut travailler plus si l'on veut créer plus de richesses n'est pas contestable. A condition de donner la possibilité de travailler plus d'abord à ceux qui sont privés d'emploi ou en temps partiel subi. Or, depuis 2007 toutes vos réformes conduisent au contraire à une répartition encore plus inégalitaire du temps de travail.

